



VALLS PILOTE LA VIOLENCE À L'ASSEMBLÉE ET LES VIOLENCES DANS LA RUE.

LA FRANCE AUJOURD'HUI N'EST PLUS UNE DÉMOCRATIE, MAIS UN RÉGIME AUTORITAIRE.

L'Assemblée nationale est transformée en simple **chambre d'enregistrement** de la **volonté des patrons**, par l'utilisation, encore une fois, du 49-3 par ce gouvernement à leur service. Et les députés soi-disant « frondeurs » tiennent davantage à leur carrière **politique qu'à leur dignité en rentrant docilement** dans le rang et en votant la confiance au régime.

A l'Assemblée, par de vigoureux coups de menton, Valls a mis une charge d'une violence inouïe aux députés qui défendent ce que demandent 70 % de la population, le retrait de la loi Khomri.

Dans les rues de Paris, lors du défilé du 12 mai, rassemblant 50 000 manifestants dont de nombreux jeunes, Valls a ordonné la dispersion violente **de la manifestation pacifique**. A l'instar de son modèle Clémenceau, qui faisait tirer sur la foule, Valls a fait gazer des milliers de personnes **aux lacrymogènes, de même qu'à Nantes**. De nombreux blessés ont été recensés parmi les manifestants. Dans de nombreuses villes, les poli-

ciers infiltrèrent les cortèges, organisent les provocations. La presse écrite, orale et télévisée, dans sa quasi-unanimité, délivre une information mensongère en fustigeant les manifestants. Car elle est bien présente dans les manifestations et se rend bien compte que **ce n'est pas la CGT qui est violente ou qui casse**. **En revanche, elle tait l'action des forces de l'ordre qui, sous diktat de Valls, provoquent, gazent, organisent les affrontements, etc...**

Le choix du passage en force est assumé par le gouvernement.

Ne pas se soumettre, résister, est le seul choix qui nous reste. Nous devons augmenter radicalement le rapport de forces pour imposer le retrait de cette loi, avant ou après son adoption par ce parlement qui ne représente plus le peuple.

En 2006, le CPE avait été adopté par le 49-3 et, **face à l'immense mobilisation, le gouvernement VILLEPIN AVAIT ÉTÉ CONTRAINT DE RETIRER LA LOI POURTANT DÉJÀ VOTÉE.**

LES ÉCHÉANCES DU 17 ET 19 MAI SONT CRUCIALES. TOUS EN GRÈVE ET DANS LA RUE.